



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture



Investir dans les populations rurales



Programme  
Alimentaire  
Mondial



**Collaboration au service du renforcement de la résilience**

**Étude de cas**

Niger

Crédit photo: ©PAM/Rein Skullerud/Niger

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Programme alimentaire mondiale (PAM), aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, du FIDA ou du PAM aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO, du FIDA ou du PAM.

© FAO, 2015

La FAO, le FIDA et le PAM encouragent l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO, le FIDA et le PAM soient correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO, le FIDA et le PAM approuveraient les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à [www.fao.org/contact-us/licence-request](http://www.fao.org/contact-us/licence-request) ou adressée par courriel à [copyright@fao.org](mailto:copyright@fao.org).

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO ([www.fao.org/publications](http://www.fao.org/publications)) et peuvent être achetés par courriel adressé à [publications-sales@fao.org](mailto:publications-sales@fao.org).

## Table des matières

<b>1. Présentation du pays et contexte institutionnel</b>	<b>1</b>
1.1 Facteurs de vulnérabilité et de risque	1
1.2 Stratégie gouvernementale, approche et coordination en matière de résilience	2
<b>2. Stratégies actuelles des agences basées à Rome en matière de renforcement de la résilience</b>	<b>4</b>
2.1 Renforcement de la capacité d'ABSORPTION en réduisant au minimum l'exposition et les chocs persistants	5
2.2 Renforcement de la capacité d'ADAPTATION en augmentant le capital (social, économique, environnemental, naturel et financier) et en améliorant les stratégies relatives aux moyens d'existence	6
2.3 Renforcement de la capacité de TRANSFORMATION en prêtant un appui à l'élaboration de politiques, stratégies et systèmes	9
2.4 Suivi des impacts et mesure de la résilience	11
<b>3. Analyse des atouts, points faibles, possibilités et menaces inhérents à la collaboration et à la synergie des ABR</b>	<b>13</b>
<b>4. Recommandations et prochaines étapes visant à renforcer la collaboration des ABR en matière de résilience</b>	<b>15</b>



# 1. Présentation du pays et contexte institutionnel

## 1.1 Facteurs de vulnérabilité et de risque

Le Niger est un pays enclavé, à faible revenu, qui connaît des déficits vivriers fréquents. Il figure à la dernière place du classement mondial selon l'indice de développement humain<sup>1</sup>. L'espérance de vie à la naissance est de 58 ans et un enfant sur 10 n'atteint pas l'âge de cinq ans<sup>2</sup>. Quarante pour cent des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition chronique et environ 15 pour cent de malnutrition aiguë<sup>3</sup>. En outre, la malnutrition est à l'origine d'un tiers de la mortalité infantile. Les 17,8 millions d'habitants constituent une population majoritairement rurale et se concentrent dans le sud. Près de la moitié des Nigériens vivent avec moins de 1,25 USD par jour<sup>4</sup>. Le taux de croissance démographique est extrêmement élevé (3,9 pour cent) et plus de la moitié de la population a moins de 15 ans<sup>5</sup>. Les trois quarts des Nigériens – et 82 pour cent des femmes – sont analphabètes<sup>6</sup>. Le manque d'infrastructures, d'accès à une eau saine et à l'assainissement, le faible taux de scolarisation, les capacités de production restreintes, les disparités hommes-femmes et le fossé entre les villes et les campagnes entravent le développement.

L'agriculture (y compris l'élevage) est centrale pour la population nigérienne: elle représente 45,2 pour cent du produit intérieur brut (PIB)<sup>7</sup> et fait vivre 80 pour cent de la population. Cependant, les chocs climatiques, comme les sécheresses et les inondations, les infestations de criquets pèlerins, les maladies des cultures et les pressions à long terme, notamment la dégradation des terres et le raccourcissement des saisons des pluies, limitent la production<sup>8</sup>.

La croissance démographique rapide instaure une concurrence pour les terres qui repousse les cultures vers des zones marginales et entraîne l'épuisement des ressources naturelles. La situation est exacerbée par l'inégalité des droits fonciers au détriment des femmes, un accès limité à des semences de qualité, des méthodes de culture obsolètes, la mauvaise qualité des routes, le faible accès aux marchés et la transformation insuffisante des aliments.

Au cours de la crise alimentaire et nutritionnelle de 2011-2012, 6,4 millions de personnes ont été confrontées à l'insécurité alimentaire pendant la période de soudure, ce qui illustre la faible résilience des ménages pauvres. Depuis les années 70, les sécheresses se font de plus en plus fréquentes (1972, 1983, 2004, 2009, 2011). Elles sont suivies la plupart du temps de crises alimentaires (1973, 1984, 2005, 2010, 2012). Des recherches relatives à la crise de 2009–2010 ont montré que

---

1 Programme des Nations Unies pour le développement (2014), Rapport sur le développement humain.

2 Banque mondiale (2013).

3 Institut national de la statistique, 2012, SMART (Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transition).

4 Institut national de la statistique, Niger en chiffres 2014.

5 Ibid.

6 Ibid.

7 i3N, 2012.

8 Selon les prévisions du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), la durée de la saison agricole devrait diminuer de 20 pour cent d'ici à 2050 dans la zone sahélienne.

les ménages les plus pauvres ont besoin d'au moins trois ans pour se remettre. Un an après la crise, les indicateurs relatifs à la sécurité alimentaire continuaient ainsi à baisser dans la moitié des départements étudiés, malgré les bonnes récoltes de 2010<sup>9</sup>.

Les chocs climatiques récurrents réduisent la résilience de la population. Les ménages pauvres signalent un haut niveau d'endettement, un manque d'actifs ou d'animaux d'élevage, des capacités de production limitées et des stocks alimentaires insuffisants pour se nourrir ou générer un revenu jusqu'à la récolte suivante. Les crises récurrentes déclenchent des migrations et affaiblissent le tissu social. Les bonnes récoltes n'ont pas d'incidence durable sur la sécurité alimentaire ni la reconstitution des moyens d'existence pour les ménages ayant perdu des actifs ou des animaux. Lorsque l'accès aux aliments est restreint, les ménages tentent d'y faire face en recourant à des mécanismes d'adaptation négatifs tels que des modifications de leurs habitudes de consommation, le recours à l'emprunt, des migrations précoces et forcées, la déscolarisation des enfants et la vente d'actifs. Ces stratégies à court terme affaiblissent les finances des ménages, limitent la mise en valeur du capital humain et réduisent la résilience à long terme face aux chocs.

La situation des femmes et des ménages dont la responsabilité incombe à des femmes en milieu rural est une préoccupation au vu de l'émigration masculine, du manque d'accès aux services de base et aux marchés et de l'inégalité des droits d'accès aux terres et aux actifs, alors même que les droits des femmes aux ressources sont protégés par la loi. Les femmes chefs de famille sont souvent des veuves qui n'ont qu'une seule source de revenu, parfois complétée par des transferts de fonds et du commerce.

## 1.2 Stratégie gouvernementale, approche et coordination en matière de résilience

### 1.2.1 Stratégie gouvernementale en matière de résilience

Le Plan de développement économique et social (PDES) 2012-2015 a été lancé par le Gouvernement afin de stimuler la croissance du PIB, d'investir dans les secteurs sociaux et d'accroître le niveau de vie. Il comporte cinq volets: i) créer les conditions nécessaires à une croissance durable, équilibrée et ouverte; ii) renforcer la crédibilité et l'efficacité des institutions publiques; iii) favoriser la sécurité alimentaire et le développement agricole durable; iv) promouvoir une économie compétitive et diversifiée et v) faire avancer le développement social.

La stratégie nationale concernant le troisième volet s'intitule "Les Nigériens nourrissent les Nigériens", ou Initiative 3N (i3N). La priorité absolue du Gouvernement consiste à concrétiser la souveraineté alimentaire en mettant en œuvre l'i3N, comme il s'y est engagé dans sa déclaration de politique générale de juin 2011. L'i3N a pour objectif de "renforcer les capacités nationales de production alimentaire, d'approvisionnement et de résilience face aux crises alimentaires et aux catastrophes naturelles". Elle s'articule autour des axes stratégiques suivants:

- ▶ Axe 1. Accroissement et diversification des productions agrosylvopastorales et halieutiques.
- ▶ Axe 2. Approvisionnement régulier des marchés ruraux et urbains en produits agricoles et agroalimentaires.

---

9 Programme alimentaire mondial (2013), The Economics of Early Recovery and Resilience in Niger.

- ▶ Axe 3. Amélioration de la résilience des groupes vulnérables face aux changements climatiques, crises alimentaires et aux catastrophes naturelles.
- ▶ Axe 4. Amélioration de l'état nutritionnel des Nigériens.
- ▶ Axe 5. Maintien du rythme des réformes touchant à la sécurité alimentaire et au développement agricole durable.

### 1.2.2 Approche des “communes de convergence”

A travers l'approche fondée sur les communes de convergence (C2C), le Haut Commissariat à l'Initiative 3N (HCi3N), en collaboration avec les agences des Nations Unies, vise à renforcer la résilience de la population en conjuguant les efforts des partenaires humanitaires et de développement, notamment des organisations non gouvernementales (ONG), des partenaires techniques et financiers et des autorités locales, et en ancrant ces efforts dans des réponses gérées par le pays et les communautés.

L'approche C2C vise à créer des synergies programmatiques, thématiques et géographiques entre les parties intéressées qui s'efforcent d'améliorer la résilience dans les communes cibles, choisies sur des critères objectifs: sécurité alimentaire, éducation, santé, nutrition, moyens d'existence et synergie des interventions.

L'enquête de référence réalisée en 2014 par le HCi3N, en collaboration avec les agences des Nations Unies, guide la planification des interventions au niveau des communes et sert de base à un système participatif de suivi et d'évaluation, qui permet de recueillir des informations sur les pratiques optimales et les enseignements tirés.

### 1.2.3 Mécanismes nationaux de coordination au service de la résilience

Avec l'aide des partenaires, le HCi3N, créé en septembre 2011, a mis en place un mécanisme de coordination de la résilience au Niger et une plateforme permettant de partager des expériences et d'échanger des informations.

Un Comité multisectoriel de pilotage stratégique (CMPS) a été établi pour chaque axe de l'i3N afin de promouvoir un dialogue institutionnel multi-acteurs sur l'agriculture et la sécurité alimentaire et de veiller à une coordination efficace des activités de tous les partenaires. Par ailleurs, le HCi3N a vocation à renforcer les liens entre les ministères techniques (par exemple, santé, éducation, agriculture et élevage) et les partenaires multisectoriels. L'i3N est responsable des Efforts renouvelés contre la faim et la dénutrition chez les enfants (REACH) au niveau national et s'aligne sur l'Alliance globale pour l'Initiative Résilience au Sahel (Initiative AGIR).

Le Dispositif national de prévention et de gestion des catastrophes et des crises alimentaires (DNPGCCA) pilote les activités de prévention et les interventions d'urgence grâce à un système d'alerte précoce et de prévention des crises, ainsi que des plans annuels de réponse élaborés et mis en œuvre en collaboration étroite avec les partenaires.

## 2. Stratégies actuelles des agences basées à Rome en matière de renforcement de la résilience

Le cadre conceptuel développé par les agences basées à Rome (ABR) dans le domaine de la résilience vise à renforcer trois types de capacités des populations et organisations: la capacité d'absorption, la capacité d'adaptation et la capacité de transformation.

Capacité d'absorption	Capacité d'adaptation	Capacité de transformation
Capacité de résister aux menaces et de limiter autant que faire se peut l'exposition aux crises et aux facteurs de perturbation par des mesures préventives et des stratégies d'ajustement qui permettent d'éviter les conséquences dommageables permanentes.	Capacité de s'accommoder de nouvelles possibilités lorsqu'on est face à une crise, en choisissant, de façon volontariste et en connaissance de cause, d'autres stratégies relatives aux moyens d'existence, fondées sur une compréhension de l'évolution des conditions	Capacité de transformer, par l'émancipation et la croissance, l'ensemble des choix relatifs aux moyens d'existence, notamment les mécanismes de gouvernance, les politiques et règlements, les infrastructures, les réseaux communautaires et les dispositifs de protection sociale structurés et informels constituant un environnement propice à un changement systémique.

Au Niger, la stratégie de chaque agence en matière de résilience est en accord avec le PDES et l'i3N, et reflète son fonctionnement:

- ▶ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) – Cadre de programmation par pays (CPP) 2013-2016.
- ▶ Fonds international de développement agricole (FIDA) – Programme d'options stratégiques pour le pays 2013-2018.
- ▶ Programme alimentaire mondial (PAM) – Intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200583, 2014-2016.

Il est reconnu que la plupart des mesures qui contribuent à accroître la résilience renforceront au moins deux de ces trois capacités. Ces capacités forment un ensemble intégré et sont fortement complémentaires. Ainsi, un système efficace d'alerte précoce et une politique solide relative aux réponses rapides joueront un rôle de transformation mais aussi un rôle d'absorption important. De même, dans le contexte de nombreuses zones dégradées du Niger, les interventions intéressant essentiellement la capacité d'adaptation comme la réhabilitation intégrée des terres, les cultures résistantes à la sécheresse et la récupération de l'eau joueront un rôle dans le renforcement aussi bien de la capacité d'absorption (en cas de sécheresse, par exemple) que de la capacité de transformation.

Les efforts et projets individuels et conjoints des ABR sont néanmoins présentés ci-dessous au regard de la capacité à laquelle ils apportent la plus grande contribution afin de mettre en évidence les points suivants: i) comment les ABR ont commencé à investir dans plusieurs domaines qui contribuent à renforcer ces capacités; ii) les efforts conjoints visant à renforcer la résilience et iii) le potentiel d'amélioration des efforts de renforcement de la résilience déployés par lesdites agences aux niveaux individuel, bilatéral ou trilatéral dans le contexte nigérien. Bien qu'au Niger, il n'existe actuellement pas de stratégie de résilience conjointe à la FAO, au FIDA et au PAM, examiner les actions individuelles permet de recenser les possibilités offertes et les collaborations potentielles.

## 2.1 Renforcement de la capacité d'ABSORPTION en réduisant au minimum l'exposition et les chocs persistants

### 2.1.1 Collaboration des ABR

La **FAO et le PAM** contribuent, avec le Gouvernement et d'autres partenaires, au Cadre harmonisé, qui fournit une analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition au niveau national, ainsi qu'une estimation du nombre de personnes en insécurité alimentaire. En soutenant la mise en œuvre du Cadre harmonisé, sous la coordination du CILSS (Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel) au niveau régional, la **FAO et le PAM** renforcent l'expertise technique des parties prenantes nationales sur l'analyse de la vulnérabilité.

La **FAO et le PAM**, avec d'autres partenaires, travaillent en étroite collaboration avec le Gouvernement et lui prête un appui par l'intermédiaire du DNPGCCA, y compris dans l'élaboration d'un plan de contingence et de plans de soutien annuels en vue d'aider les populations vulnérables. Ces plans jouent un rôle important dans le renforcement du système national chargé de la prévention et de la gestion des crises alimentaires et des catastrophes, et dans l'amélioration de la coordination en temps de crise. En outre, la FAO et le PAM participent activement au Cluster Sécurité alimentaire (qu'elles codirigent) et au Cluster Nutrition.

### 2.1.2 FAO

La FAO fournit une aide immédiate aux moyens d'existence des populations qui en ont besoin tout en protégeant leurs actifs existants et leurs gains en matière de développement, et en renforçant leur participation à un système productif pour l'avenir. Dans les périodes de soudure et les années difficiles, l'Organisation aide le Gouvernement à apporter une aide d'urgence aux moyens d'existence des petits agriculteurs, éleveurs et pêcheurs vulnérables et très vulnérables. Cette aide prend notamment la forme d'intrants de production (par exemple, semences, petits ruminants, kits de pêche), de bons, de transferts monétaires et d'assistance technique. Parmi les autres efforts visant à accroître la capacité d'absorption, citons la création de stations de radio communautaires (clubs d'écoute) et le renforcement des capacités par l'intermédiaire des écoles pratiques d'agriculture.

### 2.1.3 FIDA

Le FIDA a recours à des outils spécifiques de ciblage et de planification pour renforcer les capacités d'adaptation et de transformation. Ces outils se fondent sur une approche liée au concept de pôle de développement économique (PDE), qui met l'accent sur l'évaluation de la gestion des bassins hydrographiques, des vallées de production, des marchés de produits agricoles et des routes rurales qui relient les marchés, les villages et les vallées de production, partant du principe que la dynamique des marchés et de l'économie est importante pour la résilience des petits producteurs.

### 2.1.4 PAM

Le PAM apporte une réponse d'urgence et fournit des dispositifs de sécurité temporaires en période de soudure et en cas de choc en prêtant une aide alimentaire multisectorielle, aussi bien conditionnelle qu'inconditionnelle. En outre, il offre une aide technique et financière au système national d'alerte précoce à travers la Cellule de coordination du système d'alerte précoce et de prévention des crises (CC/SAP/PC), l'Institut national des statistiques pour la collecte et l'analyse de données relatives à la sécurité alimentaire et le Système d'informations sur le marché agricole pour la collecte de données sur les prix des denrées agricoles et des animaux.

## 2.2 Renforcement de la capacité d'ADAPTATION en augmentant le capital (social, économique, environnemental, naturel et financier) et en améliorant les stratégies relatives aux moyens d'existence

### 2.2.1 Collaboration des ABR

Lorsque les trois ABR, ou seulement deux d'entre elles, développent des programmes dans une même zone géographique, leurs activités sont, dans la mesure du possible, alignées afin qu'elles se renforcent mutuellement dans des perspectives liées à la saisonnalité, aux moyens d'existence et à la parité hommes-femmes. Ce type de collaboration a, dans certains cas, déjà abouti à la formulation et à la mise en œuvre d'interventions conjointes de la FAO, du FIDA et du PAM, en coordination avec le Gouvernement/HCi3N, en vue de renforcer la capacité d'adaptation.

La FAO et le PAM ont signé un protocole d'accord en 2012 en vue d'accroître leur collaboration stratégique sur les programmes de renforcement de la résilience des populations, ce qui a abouti aux partenariats suivants:

- ▶ Un projet conjoint sur deux ans (avril 2014 - mars 2016), soutenu par USAID-Food For Peace, visant à renforcer la résilience s'appuie sur les programmes existants de la FAO et du PAM et leurs collaborations récentes (soutenues notamment par la France) en stratifiant, alignant et mettant à l'échelle les activités de chaque agence afin de forger, de restaurer et d'améliorer les actifs dont disposent les populations pour réduire les effets des chocs, augmenter le revenu des ménages et limiter les migrations précoces ou anormales. Ce projet exploite des processus améliorés de planification et de programmation (par exemple, programmation saisonnière basée sur les moyens d'existence et planification communautaire participative) et soutient des activités visant à améliorer l'agriculture et l'élevage, la formation des agriculteurs, la construction de digues pour les petits réseaux d'irrigation, le scarifiage mécanique grâce à un outillage lourd permettant d'assouplir le sol, facilitant ainsi les activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs (3A), et le jardinage. Ces activités complètent celles menées sur les mêmes sites dans le cadre de l'IPSR du PAM (par exemple, réhabilitation des terres agricoles et pastorales grâce à la fourniture de vivres en échange de travail, repas scolaires, nutrition et sensibilisation) et offrent une plateforme pour l'élargissement du partenariat à d'autres acteurs.
- ▶ L'initiative pilote Acheter aux Africains pour l'Afrique (PAA), qui encourage à acheter des denrées produites localement par des petits agriculteurs, contribue à renforcer la résilience des populations afin d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en intensifiant la production agricole des petits exploitants (en particulier des femmes), en promouvant les initiatives gouvernementales sur les achats de produits locaux auprès d'organisations d'agriculteurs pour les cantines scolaires et en renforçant les programmes de repas scolaires.
- ▶ Un projet conjoint FAO/UNICEF/PAM (2014-2015) favorise les partenariats, la collaboration et les programmes intégrés avec la participation des communautés afin d'améliorer la résilience. Parmi les activités menées figurent la réhabilitation des terres grâce à la fourniture de vivres en échange de travail (PAM), les distributions de semences (FAO), le traitement et la prévention de la malnutrition modérée et aiguë (PAM et UNICEF), la sensibilisation aux pratiques familiales essentielles et à la nutrition (PAM et UNICEF) et les repas scolaires (PAM).

- ▶ En 2012, la FAO, l'UNICEF, le PAM et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) ont lancé une stratégie conjointe et intégrée concernant les repas scolaires afin de contribuer à renforcer la résilience grâce à une approche multisectorielle. Ainsi, ils soutiennent les efforts gouvernementaux en matière de mise en valeur du capital humain et de production agricole locale. Dans ce cadre, le PAM se concentre sur les repas scolaires, les achats locaux de produits agricoles, l'éducation nutritionnelle et les bourses à destination des filles. La FAO, quant à elle, se consacre à l'identification de sites de maraîchage, à l'assistance technique aux potagers scolaires et à la fourniture d'outils et de machines agricoles. L'UNICEF polarise son action sur l'appui technique visant à améliorer l'assortiment de produits alimentaires destinés aux repas scolaires, la sensibilisation à la santé et à la nutrition, la distribution de kits scolaires et l'aide à l'achat des fournitures scolaires de base, ainsi que la formation et la supervision des comités de gestion des écoles. L'ONU-Femmes s'emploie à accroître le rôle des femmes au sein de la communauté, à renforcer les capacités des femmes et à recenser les besoins particuliers des femmes afin d'améliorer leur production agricole.

**FAO et FIDA:** La FAO fournit une assistance technique au Projet d'appui à la sécurité alimentaire et au développement dans la région de Maradi (PASADEM) relative à la formation de facilitateurs pour les champs écoles paysans (également appelés écoles pratiques d'agriculture). Par ailleurs, l'Observatoire des agricultures du monde (WAW), initiative portée par la FAO, contribue à l'étude sur l'agriculture familiale que le FIDA est en train de réaliser dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder.

**FIDA, PAM et FAO:** Les ABR ont conclu un partenariat dans le cadre du PASADEM et du Projet de petite irrigation Ruwanmu (ce qui signifie «notre eau» en haoussa), financés par le FIDA. Ces deux projets sont en passe de fusionner pour former le Programme de développement de l'agriculture familiale (ProDAF), qui bénéficiera d'une collaboration accrue du FIDA et du PAM. Dans le cadre de ce partenariat, le PAM contribue à la restauration des terres en fournissant des vivres contre du travail, tandis que le FIDA prête un appui à la distribution de semences et à la création de magasins de semences, à la restauration biologique des sols, à la gestion des terres réhabilitées, à la surveillance mise en place par la collectivité sur les sites restaurés, ainsi qu'à la construction de petits réseaux d'irrigation et au jardinage. Les trois ABR envisagent de renforcer leur collaboration. Ainsi, le FIDA compléterait les activités actuelles de la FAO et du PAM en construisant des puits, en équipant la population de pompes à moteur, en aidant les associations d'agriculteurs et en réhabilitant des routes pour faciliter l'accès aux marchés. Cela permettrait aux agriculteurs d'être davantage à même d'améliorer leur résilience et de commercialiser leur production.

En 2012, **la FAO, le FIDA, le PAM et l'ONU-Femmes** ont lancé un programme commun visant à accélérer l'autonomisation économique des femmes en milieu rural. L'objectif de ce projet est de renforcer l'autonomisation, les moyens d'existence et les droits des femmes des zones rurales ainsi que leur intégration dans l'économie nationale afin d'améliorer leurs capacités de résilience. Dans le droit fil de l'approche des « communes de convergence », des activités sont menées dans les mêmes villages/communes et au profit des mêmes bénéficiaires là où les quatre agences susmentionnées sont présentes. La FAO et le PAM œuvrent ensemble à renforcer les organisations de femmes en milieu rural et à améliorer leur production agricole et leur gouvernance grâce à l'approche CoOpequity de la FAO – qui consiste à promouvoir la gouvernance et l'égalité des sexes au sein des organisations de producteurs du Niger – ainsi qu'à l'initiative PAA et aux programmes de transferts

monétaires et de bons mis en place par le PAM – il s’agit, par exemple, de donner de l’argent et des bons à des écoles afin qu’elles achètent des produits locaux pour leurs cantines. Le FIDA fournit des kits d’élevage aux femmes et l’ONU-Femmes améliore les capacités entrepreneuriales des femmes en milieu rural et crée des débouchés rémunérateurs.

Les activités susmentionnées sont le reflet de plusieurs initiatives pertinentes qui offrent véritablement la possibilité d’élargir la couverture et de renforcer la coordination, la stratification et le séquençage des programmes.

### 2.2.2 FAO

La FAO contribue à la stratégie gouvernementale des «maisons du paysan», qui fournit une gamme complète de produits et de services aux agriculteurs au niveau local afin de renforcer et de diversifier les moyens d’existence en milieu rural. En outre, ce programme renforce le système national de production et de distribution de semences de qualité, développé autour du réseau national de boutiques d’intrants agricoles coopératives, lancé avec l’appui de la FAO, tout en promouvant l’accès des agriculteurs à des services financiers, notamment le crédit-stockage – mécanisme encouragé et soutenu par la FAO et des organisations d’agriculteurs depuis quelques années. Dans plusieurs régions, la FAO travaille avec les ministères de l’agriculture et de l’élevage et avec des organisations et coopératives d’agriculteurs afin de contribuer aux mesures d’adaptation au changement climatique au niveau communautaire, principalement grâce à la promotion des bonnes pratiques agricoles par l’intermédiaire des Champs-écoles paysans et pastoraux.

### 2.2.3 FIDA

Le principal objectif du ProDAF est de contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle sur le long terme et de renforcer la résilience dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder. L’objectif de développement qui y est associé consiste à améliorer les revenus des petits producteurs, l’adaptation au changement climatique et l’accès aux marchés locaux, urbains et régionaux sur le long terme. Dans le domaine de la résilience, les activités de programmation et de mise en œuvre menées par le FIDA sont notamment le renforcement des capacités des institutions gouvernementales, des ONG et des associations d’usagers de l’eau en vue d’une gestion durable de l’eau au niveau des bassins hydrographiques. Le développement de la petite irrigation aide à améliorer la résilience des petits producteurs face aux défaillances de l’agriculture pluviale. Plusieurs organisations locales, notamment des coopératives agricoles et des groupements accordant des microcrédits à des femmes, seront renforcées sur les plans de l’organisation interne, des connaissances (par exemple, techniques agricoles, technologies et gestion) et des infrastructures/équipements.

Par ailleurs, le FIDA améliore la production agropastorale et contribue à la gestion durable des terres grâce à la réhabilitation de terres, forêts et zones pastorales dégradées.

### 2.2.4 PAM

Le PAM propose une combinaison flexible d’aides conditionnelles (vivres contre travail, par exemple) et inconditionnelles aux mêmes bénéficiaires vulnérables dans les communes de convergence ciblées et d’autres communes prioritaires. En outre, les populations ciblées bénéficient d’activités (curatives et préventives) liées spécifiquement à la nutrition, de repas scolaires, de potagers scolaires et d’initiatives locales de transformation. De plus, les ménages les plus pauvres reçoivent une aide pendant la période de soudure, à laquelle s’ajoutent des suppléments nutritionnels visant

à prévenir la malnutrition aiguë et la mortalité (distribution ciblée et inconditionnelle de denrées alimentaires) chez les enfants de six à 23 mois et les femmes enceintes ou allaitantes issues de ménages extrêmement pauvres.

## **2.3 Renforcement de la capacité de TRANSFORMATION en prêtant un appui à l'élaboration de politiques, stratégies et systèmes**

### **2.3.1 Politiques et stratégies gouvernementales au service de la résilience**

Les trois ABR aident le Gouvernement à formuler des politiques et des stratégies nationales de résilience et exploitent conjointement leurs atouts respectifs afin de renforcer les capacités institutionnelles à tous les niveaux, en étroite collaboration avec le HCl3N, les ministères et les institutions nationales travaillant sur la résilience. En accord avec le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) et les plans de résilience qui y sont associés (par exemple, le Plan d'action du système des Nations Unies pour la résilience : une contribution au Plan national de résilience), ils participent aux débats et à la réflexion stratégique dans le domaine du renforcement de la résilience et des initiatives visant à atténuer les effets du changement climatique.

Le FIDA, ainsi que d'autres partenaires, participe régulièrement aux discussions sur la résilience et la gestion des sols qui sont conduites par le Ministère de l'environnement.

La FAO et le PAM aident à élaborer des stratégies sectorielles nationales, y compris la Stratégie nationale en faveur des achats locaux, la Stratégie nationale de sécurité nutritionnelle, la Stratégie nationale sur les banques céréalières et le Plan national d'aide aux populations vulnérables. En outre, le PAM prête un appui à la Stratégie nationale sur les repas scolaires et au Protocole national pour la gestion de la malnutrition aiguë. En tant que membres des initiatives REACH et SUN (Renforcer la nutrition), la FAO et le PAM aident le HCl3N en veillant à ce que les questions relatives à la nutrition soient intégrées à diverses politiques et stratégies nationales.

### **2.3.2 Développement de systèmes au service du renforcement de la résilience**

#### **2.3.2.1 Collaboration des ABR**

Les trois ABR prêtent un appui aux organes nationaux chargés de l'alerte précoce, de l'évaluation des besoins, du travail d'analyse et des efforts de préparation. Ils les aident à planifier à la fois des interventions d'urgence ponctuelles et des actions à plus long terme aux niveaux national, infranational et local. Chacune desdites agences dispose de ses propres outils d'analyse, de planification et de programmation, qui lui servent à renforcer les systèmes nationaux et à étayer la conception d'initiatives qui leur sont spécifiques.

La FAO et le PAM, par exemple, aident le DNPGCCA pour ce qui est de l'alerte précoce et de l'analyse de la vulnérabilité aux niveaux national et local grâce à des systèmes communautaires d'alerte rapide et d'intervention, au Système de suivi de la sécurité alimentaire et au Cadre harmonisé. Dans le contexte des initiatives REACH et SUN (Renforcer la nutrition), ces deux agences contribuent à cartographier les parties prenantes à des activités intéressant spécifiquement la nutrition, et prête un appui technique à la plateforme d'ONG dans le domaine de la nutrition.

Par ailleurs, la FAO, le FIDA et le PAM concourent au renforcement des systèmes à divers niveaux, y compris les réseaux communautaires (organisations d'agriculteurs ou groupes de femmes, par exemple), la protection sociale structurée et les filets de sécurité qui peuvent être étendus en temps de crise, les chaînes de valeur alimentaire et les achats locaux, les questions concernant les régimes fonciers, et l'égalité des sexes.

### 2.3.2.2 FAO

La FAO aide activement les institutions et les systèmes nationaux à renforcer leurs capacités de résilience face aux chocs et aux crises en intégrant de façon systématique les approches fondées sur l'analyse des risques dans les systèmes gérés par les pouvoirs publics, le secteur privé, la société civile et les collectivités notamment par les mesures suivantes: appuyer des politiques et programmes agricoles et de sécurité alimentaire intégrant la nutrition; créer et soutenir des Champs Ecoles Paysans et Pastoraux; fournir une assistance technique aux organisations d'agriculteurs et d'éleveurs et contribuer à renforcer leurs capacités (aussi bien au niveau local que national); soutenir le système national de production et de distribution de semences; prêter une assistance technique pour le suivi et l'évaluation de l'i3N en mettant des conseillers permanents à la disposition du HCl3N.

### 2.3.2.3 FIDA

Les projets financés par le FIDA aident et renforcent les systèmes régionaux de l'i3N et la coordination au service de la résilience de plusieurs manières: réalisation d'évaluations et d'analyses de la vulnérabilité (y compris la dégradation des terres) afin de déterminer leurs effets sur les systèmes hydrographiques et la production, et de définir des activités, des travaux annuels et des plans budgétaires; appui aux activités qui améliorent les produits agricoles en vue d'accroître la rentabilité au profit des petits exploitants; renforcement des capacités des organismes gouvernementaux et des acteurs du Groupement services conseils sur des processus ciblés qui prennent en considération les besoins particuliers des femmes et des jeunes; promotion des mesures de prévention de la malnutrition chez la mère et l'enfant grâce à des plantes cultivées localement (Moringa Oleifera); fourniture de produits d'irrigation et mise en place de banques céréalières gérées par la collectivité et de programmes «vivres contre travail», qui viennent compléter l'agriculture pluviale, pendant les périodes de forte pénurie de denrées alimentaires.

### 2.3.2.4 PAM

Le PAM aide le Gouvernement et des partenaires à appliquer et à utiliser l'approche à trois volets visant à renforcer la résilience au Niger. Il s'agit d'une approche programmatique multidimensionnelle, à vocation consultative, qui place les individus et leurs moyens d'existence au centre de la planification, pose les bases de programmes multisectoriels et coordonnés et établit des liens entre les pouvoirs publics, les collectivités, les acteurs humanitaires et les partenaires de développement afin de contribuer à la programmation et à la conception des mesures de renforcement de la résilience. Elle aide à repérer les zones géographiques de convergence entre les tendances historiques à l'insécurité alimentaire et les chocs naturels, auxquels s'ajoutent la dégradation des terres (amplificateur de crise) et la situation nutritionnelle, afin de déterminer où réaliser des interventions à court, moyen et long terme (secours, redressement et mise en place des conditions favorables au développement, par exemple) et où les combiner, en y associant des systèmes d'appui (alerte précoce, préparation, etc.), qui sont essentiels à la résilience.

Lors de la conception de ses interventions, le PAM place l'égalité des sexes au centre de la programmation. Lorsque l'approche «vivres contre travail» est utilisée, les régimes fonciers et

l'accès des plus vulnérables aux actifs créés sont au cœur du programme. Le développement de la chaîne de valeur locale est favorisé à travers l'initiative PAA. Le PAM fournit une aide financière et logistique au HCl3N et aux services techniques gouvernementaux au niveau communal afin de rendre leurs activités opérationnelles.

## 2.4 Suivi des impacts et mesure de la résilience

### 2.4.1 Collaboration des ABR

Les programmes en cours des ABR visent à soutenir les systèmes de suivi existants, à participer aux évaluations et à utiliser les données dans la programmation et le dialogue avec les pouvoirs publics et les partenaires d'exécution. En 2014, la FAO et le PAM ont participé à une enquête de référence réalisée conjointement avec l'État, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et d'autres institutions dans 22 communes de convergence. Des enquêtes du même type ont aussi été menées dans le cadre du programme FAO-PAM sur la résilience financé par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).

### 2.4.2 FAO

La FAO s'attache à recueillir systématiquement des informations sur les activités réalisées afin de recenser et de partager les bonnes pratiques susceptibles d'être transposées à plus grande échelle et d'en tirer des enseignements.

Elle est en train de lancer un outil de mesure et d'analyse de l'indice de la résilience (plus connu selon son acronyme anglais RIMA) au Niger. Cet outil permet d'évaluer la résilience d'un ménage en fonction de plusieurs critères: i) sensibilité aux chocs; ii) capacité d'adaptation; iii) revenu et accès aux aliments; iv) dispositifs de sécurité sociale; v) actifs et vi) accès aux services de base. Une telle analyse permet de comprendre quels sont les groupes de population les moins résilients (classés en fonction du sexe du chef de famille), où ils vivent (par exemple, en ville ou à la campagne, dans des régions arides ou moins arides) et quelles dimensions de la résilience doivent être renforcées prioritairement. Au Niger, la capacité d'adaptation, les actifs, la sensibilité et l'accès aux services de base sont considérés comme des domaines qu'il faut appuyer en priorité pour renforcer la résilience.

### 2.4.3 FIDA

Le système de suivi et d'évaluation du FIDA se fonde sur plusieurs outils participatifs servant à mesurer les effets des projets financés par le FIDA et du programme Niger dans son ensemble. Des objectifs quantitatifs font l'objet d'un suivi pour chaque zone géographique et la base de données du programme est directement liée à l'outil du Système d'information géographique afin que la cartographie des résultats en soit le reflet.

Certains outils utilisés dans le cadre des projets du FIDA intègrent l'enquête du Système de gestion des résultats et de l'impact, associée à des enquêtes complémentaires destinées à évaluer les effets. Le nouveau ProDAF introduira des outils d'analyse économique et financière et des outils de résilience face au changement climatique dans son système de suivi et d'évaluation.

#### 2.4.4 PAM

Le système de suivi et d'évaluation des activités de renforcement de la résilience se fonde sur un échantillon de ménages cibles (ménages sentinelles) et donne lieu à la conception d'enquêtes de référence, intermédiaires et finales afin de repérer les changements, de suivre la situation alimentaire et nutritionnelle et de fournir des données permettant de mesurer l'évolution de la résilience des populations. Il s'appuie sur une série d'indicateurs, tels que: le score de consommation alimentaire; l'indice des stratégies d'adaptation pour faire face à une situation; le score de diversité alimentaire; les dépenses consacrées à l'alimentation; la durée des stocks alimentaires; le score des actifs collectifs; les indicateurs nutritionnels et l'accès extrêmement limité des ménages aux actifs de production. Par ailleurs, le PAM continue d'utiliser des outils de suivi habituels comme ceux concernant la distribution, les activités post-distribution et la composition de l'alimentation.

En outre, une phase pilote de collecte de données par téléphone portable (mVAM) a été lancée en janvier 2015 dans le camp de réfugiés d'Abala. Une stratégie mVAM est en cours de consolidation en vue de déterminer comment exploiter au mieux cette technologie dans le contexte nigérien et compte tenu des faibles ressources. Ce système contribue à accroître le suivi des activités de renforcement de la résilience et facilite la collecte d'informations en temps réel.

### 3. Analyse des atouts, points faibles, possibilités et menaces inhérents à la collaboration et à la synergie des ABR

La présente section décrit les principaux forces et opportunités afférents à la collaboration des ABR en relation avec les politiques et stratégies ainsi que pour les activités de terrain. Ces agences souhaitent renforcer leur collaboration grâce à des initiatives et des projets conjoints et/ou complémentaires, en dépit du niveau limité de collaboration actuel. Elles s'attaqueront à certains facteurs dès que possible afin d'optimiser leur collaboration tant en interne qu'avec d'autres partenaires, tel qu'indiqué à la section 4.

	Atouts	Points faibles
EN INTERNE	<p><b>Crédibilité:</b> Bonne réputation et crédibilité auprès des partenaires gouvernementaux nigériens.</p> <p><b>Complémentarité:</b> Complémentarité des mandats, activités et outils.</p> <p><b>Priorité accordée à la résilience:</b> Priorité accordée au renforcement de la résilience au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition.</p> <p><b>Expertise:</b> Expertise croissante dans la programmation et la mesure de la résilience.</p> <p><b>Expérience:</b> Expérience (individuelle et conjointe) reconnue pour ce qui est de l'appui aux ménages vulnérables, y compris les bonnes pratiques et les approches nouvelles.</p> <p><b>Résultats:</b> Résultats positifs et prometteurs découlant de la collaboration.</p> <p><b>Présence sur le terrain:</b> Existence de bureaux auxiliaires de la FAO et du PAM et de bureaux de projet du FIDA sur le terrain.</p> <p><b>Appui des bureaux régionaux/sièges:</b> Engagement des sièges et des bureaux régionaux à prêter un appui personnalisé à la demande.</p> <p><b>Orientations:</b> Formulation d'orientations programmatiques en matière de résilience.</p> <p><b>Partenariats:</b> Partenariats multisectoriels, à niveaux multiples et multi-acteurs mis en place avec les pouvoirs publics et les partenaires techniques et financiers, y compris des partenariats opérationnels et scientifiques avec des instituts de recherche, universitaires et techniques (Université de Niamey, Réseau national des chambres d'agriculture du Niger-RECA, etc.).</p>	<p><b>Les différences des processus et cycles de programmation</b> des trois agences pourraient entraîner des retards dans l'exécution des programmes et le financement.</p> <p><b>Manque de ressources au profit de la résilience:</b> Faible quantité de ressources financières consacrées aux activités de renforcement de la résilience.</p> <p><b>Dotation en personnel insuffisante:</b> Effectifs insuffisants pour se concentrer sur la résilience et/ou la collaboration des ABR.</p> <p><b>Manque de visibilité:</b> Visibilité insuffisante des programmes et initiatives, bonnes pratiques et projets pilotes fructueux dans le domaine de la résilience.</p> <p><b>Faiblesse des systèmes d'évaluation et de suivi des activités menées dans les C2C.</b></p> <p><b>Faiblesse du mécanisme de coordination:</b> Coordination faible des initiatives, projets et phases pilotes conjoints.</p> <p><b>Différentes priorités de ciblage géographique.</b></p>

	Possibilités	Menaces
<b>EN EXTERNE</b>	<p><b>Rôle moteur du gouvernement sur les priorités en matière de résilience</b> (i3N, Initiative AGIR, DNPGCCA, etc.).</p> <p><b>Coordination:</b> Coordination politique (HCi3N) et opérationnelle de la résilience.</p> <p><b>Cadre pour les partenariats</b> (PNUAD, groupes thématiques, ensembles, etc.).</p> <p><b>Initiatives régionales:</b> Partenariats et activités conjointes existants dans la région du Sahel sur la résilience, comme le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) et l'Initiative AGIR.</p> <p><b>Approche C2C:</b> Fort appui des pouvoirs publics, des agences des Nations Unies et d'autres partenaires financiers et techniques, encourageant le ciblage conjoint et les interventions complémentaires en vue de rendre la résilience opérationnelle et de mesurer les effets dans les C2C.</p> <p><b>Intérêt des partenaires financiers pour des interventions multisectorielles intégrées qui visent à renforcer la résilience</b> (Banque mondiale en matière de protection sociale, USAID et Union européenne en matière de sécurité alimentaire, France, etc.).</p> <p><b>Capacités techniques nationales:</b> Existence de bonnes capacités techniques au sein des services techniques gouvernementaux et des partenaires.</p> <p><b>Pays pilote pour plusieurs initiatives concernant la résilience.</b></p> <p><b>Initiatives et projets conjoints et complémentaires en cours:</b> Possibilité de tirer des enseignements de ces efforts conjoints, étendre/élargir et renforcer le partenariat des ABR en faveur des objectifs de résilience au Niger.</p>	<p><b>Insuffisance</b> de financement fiable et à long terme des activités de résilience.</p> <p><b>Manque de ressources publiques aux niveaux national et infranational</b> (services techniques, par exemple).</p> <p><b>Taille du pays:</b> Besoins importants disséminés sur un vaste territoire, d'où plusieurs contraintes, notamment liées aux activités conjointes de ciblage et de logistique.</p> <p><b>Chocs récurrents:</b> Forte récurrence des chocs climatiques ayant une incidence négative sur la population et l'écosystème, qui peut influencer sur les gains en matière de développement si des ressources suffisantes ne sont pas affectées à des efforts de long terme en faveur de la résilience.</p> <p><b>Régimes fonciers:</b> sensibilité des enjeux fonciers pouvant entraver les discussions sur ce sujet, essentiel à la résilience, en particulier les activités de régénération des terres.</p> <p><b>Insécurité dans la sous-région, dans le nord du pays et aux frontières.</b></p>

## 4. Recommandations et prochaines étapes visant à renforcer la collaboration des ABR en matière de résilience

Les ABR ont amorcé un processus visant à renforcer leur collaboration en faveur de la résilience des personnes pauvres, vulnérables et en insécurité alimentaire et nutritionnelle, dans le droit fil du Cadre conceptuel de collaboration et de partenariat pour le renforcement de la résilience au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

En ce qui concerne l'analyse des forces, faiblesses, opportunités et contraintes, les ABR ont déterminé deux grandes priorités afin de développer leur collaboration visant le renforcement des capacités d'absorption, d'adaptation et de transformation nécessaires à l'amélioration de la résilience.

La première priorité, essentiellement transformative par nature, consiste à investir dans le dialogue institutionnel sur la résilience et le renforcement des systèmes. Cela donne lieu, par exemple, à la collecte et à l'utilisation systématique d'éléments issus des bonnes pratiques appliquées sur le terrain, une analyse plus approfondie et une mesure des effets des interventions et des efforts de coordination renforcés pour l'exécution des actions menées en partenariat.

La deuxième priorité consistera en premier lieu à s'atteler aux capacités d'absorption et d'adaptation en se concentrant sur les investissements à assise géographique pour les populations vulnérables et sujettes à risques, en s'appuyant sur les initiatives et projets complémentaires existants. Ces efforts seront axés sur l'élargissement de la couverture géographique des interventions des trois agences (si possible), la stratification et l'intégration accrue des interventions de la FAO, du FIDA et du PAM ainsi que d'autres partenaires, et les efforts redoublés visant à renforcer les capacités locales et à promouvoir la diversification des moyens d'existence.

Le fait de définir ces deux grandes priorités permettra de renforcer l'impact de la FAO, du FIDA et du PAM grâce à une approche cohérente visant à traiter la résilience dans son ensemble.

Afin d'accroître la résilience en améliorant la collaboration au Niger, les ABR ont formulé les recommandations ci-après:

Domaines de collaboration	Recommandations
<b>Transversal</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Exploiter, renforcer et mettre en œuvre les stratégies existantes en matière de résilience (i3N, Initiative AGIR et PNUAD, par exemple);</li> <li>• Renforcer les mécanismes de coordination existants en matière de résilience, aussi bien du point de vue stratégique que technique, aux niveaux national et décentralisé;</li> <li>• Renforcer les efforts conjoints de mobilisation de ressources et plaider en faveur d'un financement fiable et à long terme.</li> </ul>
<b>Dialogue institutionnel</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Apporter un appui complémentaire et harmonisé aux « priorités résilience pays» (PRP);</li> <li>• Apporter une aide harmonisée à l'élaboration et à l'examen de politiques;</li> <li>• Formuler et diffuser des messages communs à la FAO, au FIDA et au PAM sur la résilience;</li> <li>• Contribuer au débat sur les régimes fonciers et trouver des solutions durables pour inclure les plus vulnérables dans la programmation foncière.</li> </ul>

Domaines de collaboration	Recommandations
<b>Analyse et planification</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Faire le point sur les méthodes et outils d'analyse, de ciblage et de planification de la FAO, du FIDA et du PAM, trouver des synergies et des points de complémentarité et utiliser, dans la mesure du possible, des processus et outils communs;</li> <li>Appuyer le lancement et l'utilisation d'outils d'analyse (Cadre harmonisé, HEA, EFMS, ICA, RIMA) afin d'accroître les activités conjointes de ciblage géographique et de ciblage des ménages bénéficiaires.</li> </ul>
<b>Programmation et exécution conjointe/complémentaire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer le lancement et l'utilisation des outils existants de programmation et de planification en vue d'accroître la collaboration des ABR au service de la résilience, y compris des activités détaillées par domaine prioritaire, calendrier et priorité (par exemple, renforcer les plans de développement communaux par l'intermédiaire de 3PA dans les C2C et d'autres communes);</li> <li>Renforcer l'efficacité et l'efficacités des projets conjoints/complémentaires en cours au sein de la FAO, du FIDA et du PAM, y compris dans les C2C et d'autres communes prioritaires (par exemple, en renforçant l'intégration et en travaillant à une échelle supérieure);</li> <li>Mettre au point des innovations en intégrant des interventions multisectorielles;</li> <li>Promouvoir les initiatives conjointes de renforcement des capacités à l'endroit du Gouvernement, des ABR et d'autres partenaires.</li> </ul>
<b>Suivi des effets et mesure de la résilience</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Harmoniser les outils de suivi et d'évaluation;</li> <li>Renforcer les capacités techniques des institutions nationales afin de suivre et de mesurer les effets de la résilience;</li> <li>Recueillir des informations sur les enseignements tirés, les défaillances et les bonnes pratiques dans le cadre de la collaboration actuelle et future des ABR et mettre en évidence de quelle manière les projets conjoints/complémentaires de ces agences permettent d'atteindre les objectifs visés, ce qui fonctionne ou non, etc.</li> <li>Conclure des partenariats avec des institutions universitaires/techniques afin de renforcer le suivi et l'évaluation et de recenser les enseignements tirés et les bonnes pratiques;</li> <li>Réaliser des évaluations, analyses et études conjointes;</li> <li>Accroître la visibilité des résultats découlant de la collaboration des ABR à Rome en matière de résilience;</li> <li>Partager des expériences avec d'autres pays.</li> </ul>

D'autres consultations seront menées au sein des ABR ainsi qu'auprès du gouvernement et d'autres partenaires afin d'élaborer un plan d'action concret qui établisse des priorités claires ainsi qu'un calendrier et des responsabilités réalistes, compte tenu des ressources limitées. Les équipes de la FAO, du FIDA et du PAM au Niger s'efforceront également de tirer des enseignements des expériences d'autres pays et s'appuieront, si nécessaire, sur leurs équipes des sièges et des bureaux régionaux.

Études de cas FAO, FIDA et PAM  
Guatemala, Kenya et Niger

Scannez ce code QR pour visiter notre site Web



[www.fao.org/resilience](http://www.fao.org/resilience)